

NOUVELLES QUESTIONS RELATIVES A LA SANTE ET AUX DROITS DES FEMMES : Femmes 2000

En juin 2000, des délégués des Nations Unies venus de plus de 178 états membres se sont retrouvés à New York pour réaffirmer leur engagement envers les droits de la femme. Rassemblés pour évaluer les progrès accomplis sur l'exécution du Programme d'action adopté lors de la quatrième Conférence mondiale des femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995, les délégués ont identifié plusieurs initiatives permettant d'accélérer la mise en œuvre du Programme de Beijing. Ils ont également reconnu que le XXI^e siècle a apporté de nouveaux défis au quotidien des femmes :

■ **VIH/SIDA** : Pour des raisons biologiques et socio-économiques, les femmes sont particulièrement vulnérables au VIH/SIDA. Le VIH infecte les femmes dans la fleur de l'âge, au moment même où leur contribution à l'économie et au sein du foyer est la plus importante pour le bien-être de la société.

■ **Mondialisation** : Le nouveau marché mondial, avec le volume sans cesse croissant de biens et d'informations qui circule à travers le monde entier, modifie le rôle que jouent les femmes au sein de l'économie.

■ **Conflits armés** : Lors de guerres et de conflits, les femmes deviennent souvent des réfugiés marginalisés, vulnérables à tous les abus. Elles sont exclues des prises de décisions et ne peuvent alors pas contribuer aux processus de maintien de la paix.

Contexte

En septembre 1995, quelque 17.000 participants, dont 4.000 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) se sont rassemblés à Beijing, à l'occasion de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les Femmes. Un Forum d'ONG, organisé en parallèle, a porté le nombre total des participants à plus de 47.000. Les documents qui en ont été tirés, notamment la Déclaration de Beijing et son Programme d'action, ont été décrits comme des jalons pour les droits des femmes dans le monde entier. Basant son travail sur la Conférence des droits de l'homme de Vienne tenue en 1993, la Conférence de Beijing a replacé la question de l'égalité des sexes dans le contexte des droits de la personne. Pour sa

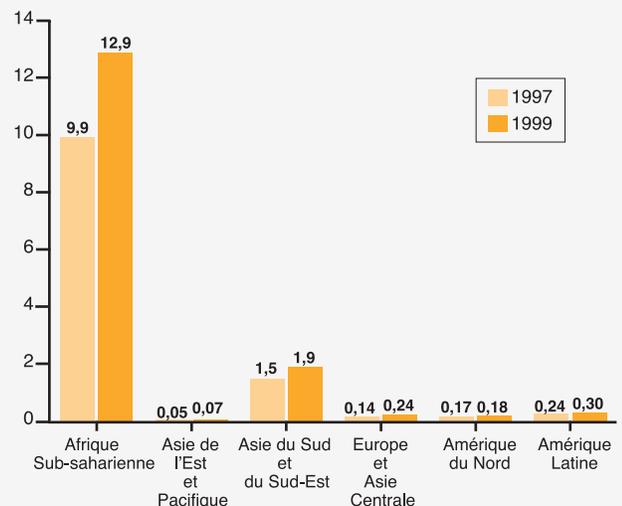
part, le programme a mis l'accent sur les obstacles aux progrès des femmes dans le monde entier et a mis en œuvre des stratégies pour traiter de 12 sujets préoccupants : la pauvreté, l'éducation et la formation, la santé, la violence à l'encontre des femmes, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et la prise de décisions, les mécanismes institutionnels pour la promotion des femmes, les droits de la personne, les médias, l'environnement et les filles.

En juin 2000, quelque 4.000 délégués des Nations Unies et représentants d'ONG se sont retrouvés à New York à l'occasion de la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU intitulée : « Women 2000: Gender Equality Development, and Peace for the 21st Century » (Femmes 2000 : l'égalité entre les sexes, le développement et la paix pour le XXI^e siècle). De nombreuses autres personnes ont participé à des activités organisées en parallèle par des ONG, portant à quelque 10.000 personnes le nombre total des participants. Cette session extraordinaire, connue également sous le titre de « Beijing + 5 », a évalué les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de Beijing. Le document

Figure 1

Femmes séropositives en 1997 et en 1999

en millions



SOURCES : Report on the Global HIV/AIDS Epidemic June 2000 (Genève : ONUSIDA), et 1998 Women of Our World (Washington, D.C. : PRB).

produit par Femmes 2000 a remis à jour le Programme dans les domaines suivants : la violence contre les femmes, le trafic des femmes, la santé, l'éducation, les droits de la personne, la pauvreté, l'allègement de la dette, la mondialisation, les conflits armés, la souveraineté, les droits fonciers et les régimes d'héritage, ainsi que la participation à la vie politique. Outre une déclaration affirmant que les femmes ont le droit de décider en toute liberté des questions concernant leur sexualité et la reproduction, le document Femmes 2000 constitue le premier consensus international à traiter des crimes d'honneur et des mariages forcés. En outre, plusieurs nouvelles questions d'importance pour le bien-être des femmes sont apparues, dont le VIH/SIDA, la mondialisation et les conflits armés.

VIH/SIDA

Dans son allocution liminaire, le Secrétaire-Général des Nations Unies, Kofi Annan, a reconnu que le VIH/SIDA constituait un nouveau défi pour la communauté mondiale tout entière. A la fin de 1999, 34,3 millions de personnes dans le monde vivaient avec le virus du SIDA—dont 15,7 millions de femmes contre 12,1 millions en 1997 (Voir Figure 1, page 1). Les femmes représentaient plus de 40 % des 5,4 millions de personnes infectées pendant la seule année 1999.¹ En Afrique Sub-saharienne, le taux d'infection des femmes par le VIH/SIDA est supérieur à celui des hommes. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes Africaines.² En Afrique, 12 femmes sont séropositives contre 10 hommes dans la même situation.

Les femmes, surtout les jeunes, sont plus vulnérables au VIH/SIDA pour des raisons biologiques et socio-économiques. Les adolescentes célibataires et sexuellement actives courent souvent un risque élevé de contracter le virus parce qu'elles ont des relations sexuelles nombreuses et avec différents partenaires sans systématiquement utiliser de préservatifs, et elles ne disposent pas de suffisamment d'informations pour se protéger du virus. Les adolescentes sont défavorisées au plan biologique car elles disposent de moins d'anticorps protecteurs que les femmes plus âgées et à cause du manque de maturité de leur appareil reproductif ; les risques sont donc plus grands que toute exposition à l'infection ne se traduise par la transmission de la maladie. Par ailleurs, la violence et l'exploitation sexuelle, le manque d'éducation officielle (y compris l'éducation sexuelle), l'incapacité à négocier les décisions sexuelles avec leurs partenaires et le manque d'accès à des services de santé reproductive se combinent pour placer les jeunes femmes dans une situation de vulnérabilité particulière.³

Le VIH/SIDA est plus qu'une question de santé ; c'est aussi une question économique et de développement. Les divers rôles des femmes, que ce soit le rôle de mère, de dispensatrice de soins ou de chef de famille, sont fortement influencés par la maladie. Selon Mary Nagu, Ministre du Développement communautaire, de la Condition féminine et de l'Enfance de la République de Tanzanie, le VIH/SIDA a entravé les efforts déployés par son pays pour l'application du Programme d'Action de Beijing.

Selon le document de Femmes 2000, un comportement responsable et l'égalité entre les sexes

Tableau 1

Pourcentage de membres de la population active en âge de travailler, 1980 et 1997, régions choisies

	1980		1997	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Afrique				
Afrique du Nord	21	79	29	77
Afrique Sub-saharienne	63	88	62	86
Afrique australe	52	85	47	77
Reste de l'Afrique Sub-saharienne	64	89	64	87
Amérique Latine et Caraïbes				
Caraïbes	44	75	53	75
Amérique Centrale	31	85	39	83
Amérique du Sud	29	81	45	78
Asie				
Asie de l'Est	57	83	60	80
Asie du Sud-Est	59	86	62	84
Asie du Sud	44	88	45	84
Asie Centrale	63	76	59	75
Asie Occidentale	28	80	33	78
Océanie^a				
Océanie	58	88	57	83
Régions plus développées				
Europe de l'Est	57	76	53	70
Europe de l'Ouest	42	75	49	69
Autres régions plus développées	47	78	55	74

SOURCES : *The World's Women 2000* (New York, Nations Unies, 2000). Préparé par la Division des Statistiques du Secrétariat de l'Organisation mondiale du Travail (OIT) des Nations Unies. *Key Indicators of the Labour Market* (Genève, 1999), Tableau 1.

^a Données limitées pour cette sous-région : moyenne à interpréter avec prudence.

sont des conditions préalables essentielles pour la prévention du VIH/SIDA, conditions qui doivent être soutenues par des stratégies efficaces permettant aux femmes de contrôler leur sexualité. Examiner l'épidémie du SIDA en termes de modification des comportements sexuels représente un changement important qui exige une éducation préventive et une responsabilisation des hommes, ainsi qu'une liberté d'action des femmes.⁴ Ce changement reflète les progrès remarquables accomplis au cours du processus d'évaluation sur cinq ans de la Conférence internationale sur la Population et le Développement de 1994.

Mondialisation

La mondialisation a encouragé la participation des femmes à l'économie de marché grâce à la création de nouvelles opportunités d'emploi. La demande pour le travail des femmes a augmenté, et ces dernières représentent aujourd'hui plus de 40 % de la population active mondiale.⁵ L'augmentation de l'activité économique des femmes dans de nombreuses régions s'est accompagnée d'une réduction de celle des hommes (voir Tableau 1). Cependant, bien des femmes n'ont toujours pas accès à des emplois rémunérés ou à des ressources financières. La pauvreté varie clairement selon les sexes—les femmes constituent 70 % des 1,3 milliards de pauvres de la planète.⁶ Lors de la réunion de Beijing, les solutions se sont concentrées sur l'assistance financière aux femmes, comme l'organisation de programmes de microfinancement.

Dans leurs discours, les délégations de plusieurs pays à Femmes 2000, dont la Jamaïque et le Nigeria, ont décrit la mondialisation comme une question clé, la présentant comme un obstacle à la réalisation des objectifs du Programme d'action. Elles ont affirmé par exemple que la mondialisation pouvait créer une concurrence entre les activités à grande échelle et les petites activités privées, menaçant le moyen de subsistance de millions de femmes souvent employées par de petites entreprises. Même au niveau des activités économiques à grande échelle du secteur structuré, les femmes occupent bien souvent des postes mal payés ou non qualifiés. De ce point de vue, la mondialisation peut être perçue comme un obstacle à la justice économique. Les délégués des ONG et de l'ONU ont demandé une évaluation approfondie de l'impact de la mondialisation sur la vie des femmes.

« Tous ces défis, anciens et nouveaux, font partie de ce monde complexe et interconnecté dans lequel nous vivons. Ils ne peuvent être relevés que si nous permettons aux femmes de développer ce que ce nouveau monde a à nous offrir, au lieu de les condamner à en souffrir les pires effets ».

—Kofi Annan, Secrétaire-Général de l'Organisation des Nations Unies

Conflits armés

Les conflits armés ont maintes conséquences démographiques et sur la santé des femmes. Environ 50 millions de personnes dans le monde peuvent être décrites comme des réfugiés ou des victimes de déplacements internes forcés.⁷ D'après le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les femmes et les fillettes représentent entre 60 et 90 % des populations réfugiées du monde, y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

En matière de conflits armés, les hommes et les femmes se heurtent à des obstacles de nature différente. Les hommes étant plus susceptibles de quitter leur foyer pour rejoindre les conflits armés, les femmes se retrouvant alors responsables du foyer dans des environnements économiques et politiques instables.

Les femmes réfugiées ou vivant dans des zones de conflits armés sont souvent victimes de violence sexuelle. Pendant la guerre, le viol est utilisé comme instrument de destruction de certains groupes ethniques ou raciaux. L'intention est parfois de blesser les femmes suffisamment gravement pour qu'elles ne puissent plus avoir d'enfants. Dans d'autres cas, une grossesse forcée est utilisée pour « diluer » certains groupes ethniques ou raciaux. Selon le Bureau national pour la Population du Rwanda, les survivantes de viol ont donné naissance à quelque 2.000 à 5.000 enfants à la suite de ce que l'on appelle des « grossesses de guerre ».

Bien que les réfugiées soient vulnérables à toute violence sexuelle, elles n'ont bien souvent pas accès aux services de santé nécessaires pour traiter les conséquences de ces actes de violence. Avec l'effondrement de la structure de soutien familial, les jeunes gens perdent leurs sources traditionnelles d'informations, d'aide et de protection. Les infections sexuellement transmissibles (IST) se répandent plus rapidement dans des contextes où règnent la pauvreté, l'impuissance et l'instabilité sociale. Faute d'accès à des services de

santé reproductive, les IST—y compris le VIH/SIDA—prennent rapidement des proportions épidémique.

Le document de Femmes 2000 recommande d'inclure une perspective sexospécifique dans les politiques et programmes des régions déchirées par la guerre et que les femmes participent au processus d'établissement de la paix. Les activités de promotion de la paix au Rwanda sont un exemple de cette approche. L'organisation féminine Pro-Femmes Twese Hamwe a lancé un programme intitulé « Campagne d'action pour la paix » et une conférence internationale pour la paix sur les femmes comme partenaires de la paix a eu lieu en juin 2000, rassemblant des femmes de plusieurs régions d'Afrique pour parler des stratégies permettant de renforcer l'inclusion des femmes de manière plus importante.

Conclusion

A l'instar des réunions antérieures des Nations Unies, les ONG ont activement participé à la conférence Femmes 2000. Comme pour tous les aspects de la vie des femmes, les questions et les défis ressortant de la conférence ne peuvent être examinés de manière isolée. Chaque question en affecte une autre, tout comme les vies des femmes du monde sont interconnectées les unes aux autres.

Pour de plus amples informations :

Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA, www.unaids.org
Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, www.unhcr.ch
Rapport final de Beijing + 5, www.un.org/womenwatch/confer/beijing5/

Références

¹ Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), *Rapport sur l'épidémie mondiale du VIH/SIDA, juin 2000* (Genève, ONUSIDA, 2000) : 6.

² Ibid. : 1

³ Anne Boyd, *Répondre aux besoins de santé reproductive et sexuelle des jeunes femmes* (Washington, DC : Population Reference Bureau, 2000) : 3

⁴ *NGO Alternative Global Report to the United Nations General Assembly Special Session 5 Years after Beijing, June 5-9, 2000* (New York : Conférence des organisations non-gouvernementales en relation consultative avec les Nations Unies, 2000) : 53

⁵ Organisation internationale du travail (OIT) : *Decent Work for Women: An ILO Proposal to Accelerate the Implementation of the Beijing Platform for Action* (Genève : OIT, 2000) : 3

⁶ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Human Development Report* (New York : Oxford University Press, 1995) : 4

⁷ Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, *The State of the World's Refugees: A Humanitarian Agenda* (Oxford, Angleterre : Oxford University Press, 1997) : 2

